

FONDATION D'ENTREPRISE BRISTOL-MYERS SQUIBB POUR LA RECHERCHE EN IMMUNO-ONCOLOGIE

Fondation d'entreprise, régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

3 Rue Joseph Monier

92500 RUEIL MALMAISON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

FONDATION D'ENTREPRISE BRISTOL-MYERS SQUIBB POUR LA RECHERCHE EN IMMUNO-ONCOLOGIE

Fondation d'entreprise, régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

3 Rue Joseph Monier

92500 RUEIL MALMAISON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au conseil d'administration de la Fondation d'Entreprise BRISTOL-MYERS SQUIBB POUR LA RECHERCHE EN
IMMUNO-ONCOLOGIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'Entreprise BRISTOL-MYERS SQUIBB POUR LA RECHERCHE EN IMMUNO-ONCOLOGIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation d'entreprise à la fin de cet exercice.

Société par actions simplifiée au capital de 2 201 424 €

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

572 028 041 RCS Nanterre

TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 3. Principes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui mentionne le changement de règlement comptable résultant de l'application d'un nouveau règlement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation d'entreprise à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation d'entreprise ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation d'entreprise.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation d'entreprise à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 21 avril 2026

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Estelle EVEN

BILAN ACTIF

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, droits, valeurs similaires				
Immobilisations incorp. en cours, avances et acomptes				
Total immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corp. en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Total immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total immobilisations financières				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances				
Charges constatées d'avance	7 200,00		7 200,00	
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	684 409,60		684 409,60	1 630 930,47
TOTAL III	691 609,60		691 609,60	1 630 930,47
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	691 609,60		691 609,60	1 630 930,47

BILAN PASSIF

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	61 965,53	237 055,24
Excédent ou déficit de l'exercice	22 039,38	(175 089,71)
<i>Total situation nette</i>	84 004,91	61 965,53
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<i>Total autres fonds associatifs</i>		
TOTAL I	84 004,91	61 965,53
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 604,69	34 785,94
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		12 179,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		120 000,00
Produits constatés d'avance	559 000,00	1 402 000,00
TOTAL DETTES	607 604,69	1 568 964,94
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
	691 609,60	1 630 930,47

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des donateurs ou consommations de la dotation consomptible	843 000,00	710 000,00
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	19 264,50	1 183,96
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	862 264,50	711 183,96
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	109 225,12	118 839,67
Aides financières	731 000,00	806 000,00
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaire		
Cotisations sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	840 225,12	924 839,67
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	22 039,38	(213 655,71)
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		50 745,00
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et dépréciations		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		50 745,00
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (IV)		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		50 745,00
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	22 039,38	(162 910,71)

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		12 179,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	862 264,50	761 928,96
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	840 225,12	937 018,67
EXCEDENT OU DEFICIT	22 039,38	(175 089,71)

Annexe aux comptes annuels 2025

1. DESCRIPTION DE L'ENTITE

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

La Fondation d'entreprise a pour objet de promouvoir ou aider des initiatives exemplaires et d'intérêt général dans le domaine de la santé et plus particulièrement :

- (a) le développement d'œuvres d'intérêt général à caractère scientifique et philanthropique au service du patient dans le domaine de l'immuno-oncologie,
- (b) la prise en charge et les soins pour les personnes atteintes de cancer et de leur environnement avec un accent particulier sur la pédiatrie, la mise en place de structures de soins adaptées pour les enfants et leurs parents/familles,
- (c) la recherche en immuno-oncologie dans quatre grands domaines :
 - La recherche fondamentale
 - La recherche translationnelle et clinique
 - La recherche en santé publique et parcours de soins
 - L'oncologie pédiatrique

Chaque année, la Fondation lance un appel à projets dans le cadre de la recherche en immuno-oncologie selon ces quatre domaines.

La Fondation soutient aussi des projets destinés à aider des initiatives à caractère philanthropique et/ou scientifique au service du patient dans le domaine de l'immuno-oncologie.

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

En 2025, la Fondation a lancé un appel à projets pour la recherche à hauteur de 700.000 euros.

La Fondation a également soutenu 4 projets pour un total de 31.000 euros.

En 2023, la Fondation a été prorogée pour 3 ans jusqu'en septembre 2026.

3. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels de la Fondation sont établis et arrêtés conformément à la réglementation comptable française en vigueur, et notamment aux dispositions des règlements suivants :

- Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan comptable général ;
- Règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général (modernisation des états financiers) ;
- Règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Règlement ANC n° 2023-03 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 précité.

En application des principes comptables français, l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement est assimilée à un changement de méthode comptable. La mise en œuvre des règlements mentionnés ci-dessus n'entraîne pas d'incidence significative sur les comptes au 31 décembre 2025 ni sur la présentation des états financiers.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales de présentation des comptes annuels.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode du coût historique. Seules sont exprimées les informations significatives.

Les états financiers sont présentés en euros.

3.1 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Non applicable

3.2 PRODUITS D'EXPLOITATION

Ils sont principalement constitués des versements du Fondateur dans le cadre du Programme d'Action Pluriannuel (« PAP »).

3.3 CHARGES D'EXPLOITATION

Les financements accordés pour soutenir des projets de recherche sont enregistrés en charges, après notification de l'accord du Conseil d'Administration aux structures lauréates.

3.4 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La société Bristol-Myers Squibb SAS, suivant une convention, met gratuitement à la disposition de la Fondation d'Entreprise du personnel, des frais professionnels engagés par ce personnel, des locaux et des moyens matériels nécessaires à son fonctionnement.

En ce qui concerne le personnel, il s'agit d'une personne détachée pour un mi-temps : la Secrétaire Générale.

En raison de la confidentialité de la rémunération de la Secrétaire Générale, les contributions volontaires ne sont pas valorisées.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 RESULTAT DE L'EXERCICE

Au 31 décembre 2025, la Fondation réalise un bénéfice de 22.039,38 euros.
Ce montant sera affecté lors du Conseil d'Administration d'approbation des comptes.

4.2 REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'a été versée au Fondateur de la Fondation en sa qualité de mandataire social.

5. NOTES SUR LE BILAN ET LE HORS BILAN

5.1 COMPTES DE REGULARISATION ACTIF

Une charge constatée d'avance a été enregistrée en 2025 pour un montant de 7.200 euros.

5.2 ETAT DES CHARGES A PAYER

Les charges à payer sont constituées à hauteur de 4.236 euros.

	N	N-1
Fournisseurs, factures non parvenues	4.236	16.642
Financements accordés à payer ⁽¹⁾	0	120.000
Notes de frais à rembourser	0	0
TOTAL	4.236	136.642

(1) : ce montant correspond aux projets validés par le Conseil d'Administration en attente de paiement.

5.3 OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Non applicable

5.4 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES

	A moins de 1 an	A plus de 1 an	Brut	Dépréciation	Net
ACTIF IMMOBILISE					
ACTIF CIRCULANT	7.200		0		0
Charges constatées d'avance	7.200				

5.5 ETAT DES ECHEANCES DES DETTES

	A moins de 1 an	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Total
<u>Fournisseurs et comptes rattachés</u>				
Dettes fournisseurs	44.369			44.369
Fournisseurs, factures non parvenues	4.236			4.236
Sous-total Dettes Fournisseurs	48.605			48.605
Autres dettes	0			0
Produits constatés d'avance	559.000			559.000
TOTAL DETTES	607.605			607.605

5.6 VARIATION DES FONDS PROPRES

	Solde ouverture	Affectation du résultat N-1	Résultat de l'exercice N	Solde au 31/12/2025
Report à nouveau	237.055	-175.089		61.966
Résultat de l'exercice N-1	-175.089	175.089		0
Résultat de l'exercice N	0	0	22.039	22.039
TOTAL	61.965	0	22.039	84.005

5.7 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 559.000 euros à la clôture de l'exercice 2025, selon le détail suivant :

	Soldes au 01/01/2025	Augmentations	Diminutions	Soldes au 31/12/2025
Solde PAP	1.402.000			1.402.000
Budget 2025			-843.000	-843.000
TOTAL	2.112.000	0	- 843.000	559.000

5.8 ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.8.1 ENGAGEMENTS RECUS

Non applicable

5.8.2 ENGAGEMENTS DONNES

Non applicable

5.9 PERSPECTIVES 2026

En 2026, la Fondation va poursuivre son activité, notamment par le soutien de projets correspondant à son objet social.

Selon la décision du Fondateur, la Fondation est prorogée pour une durée de trois années supplémentaires, du 27 septembre 2026 au 26 septembre 2029. Un versement complémentaire de 1.650.000 euros est prévu au cours de l'année 2026.

Le financement des appels à projets 2026 sera réalisé par le biais d'un seul appel à projets, à échéance du 18 avril 2026.

5.10 POLITIQUE SUIVIE EN MATIERE DE GESTION DES DOTATIONS

En 2026, La Fondation prévoit de dépenser 620.000 euros, principalement pour financer des projets de recherche en immuno-oncologie.